



digital.union@sonapresse.com

## L'actu du web

Par I. M'B.

## FRANCE : ASSELINEAU ASSÈNE DES COUPS AU PRÉSIDENT MACRON



Photo: DR

**Commentant** un article du journal Le Figaro.fr qui annonce que le président français va faire une déclaration en début d'année sur le Service social universel, devant les troupes du porte-avions le Charles-De-Gaulle, François Asselineau, président du parti Union pour la République (France), a publié sur sa page VK: "Après la honte mondiale qu'il nous a infligée au Qatar, il reprend son sport favori: annoncer des annonces à la République qui resteront sans suite, car vides de contenu et de financement. Il salit sa fonction 24h/24".

## USA : ENQUÊTE TONITRUANTE CONTRE LES VACCINS À ARNM



Photo: DR

**Le** gouverneur DeSantis reçoit l'approbation de la Cour suprême de Floride pour constituer un grand jury chargé d'enquêter sur les fabricants de vaccins à ARNm Covid-19: "Le grand jury, comme l'a suggéré le gouverneur, cherchera à exiger que les grandes sociétés pharmaceutiques révèlent leurs données sur la sécurité et les avantages des vaccins covid-19 qu'ils ont développés".

## COUPE DU MONDE : LA FIFA LANCE UNE ENQUÊTE CONTRE LE CUISINIER SALT BAE



Photo: DR

**Selon** l'Équipe, une enquête a été ouverte par la FIFA sur la présence du cuisinier star "Salt Bae" sur la pelouse après la victoire de l'Argentine contre la France en finale de la Coupe du monde. On voit notamment le célèbre boucher embrasser le trophée, qui en principe ne peut être touché que par les champions du monde, les responsables de la FIFA ou les chefs d'États. Une intrusion qui avait visiblement agacé Lionel Messi.

## LE BUZZ DE LA SEMAINE

## Opération Zéro casse en 2023: le gouvernement botte en touche

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

**C'**EST une communication qui aurait pu passer inaperçue, tant l'actualité de cette semaine a tourné autour de l'arrivée du numéro deux du Vatican, Pietro Parolin, et du 12e congrès ordinaire du PDG. Mais c'était sans compter avec Gabonreview qui a évoqué jeudi passé la volonté du gouvernement, par le biais du ministère de la Communication, de lancer prochainement dans les médias, une opération "Zéro casse en 2023".

Il s'agit pour les pouvoirs publics de rappeler à la population, alors que l'élection présidentielle de 2023 approche à grands pas, que la "casse est un geste d'incivisme qui est puni par la loi", rappelle Serge Abessolo, directeur général de l'Institut gabonais de l'image et du son (IGIS). "Il faut attirer l'attention de nos frères et sœurs pour qu'ils comprennent que pendant une élection, on n'est pas amené à casser quoi que ce soit", soulignait-il le 21 décembre dernier lors d'une réunion avec le ministre de tutelle, Pascal Houangni Ambouroué. Sauf que REAGIR estime que le gouvernement refuse, en évoquant le sujet, de voir



Photo: BANDOMA

## Des électeurs cherchant leurs noms sur les listes.

les causes. "Pour le parti de l'opposition RÉAGIR, en annonçant une campagne de sensibilisation censée éviter de nouvelles violences post-électorales à la suite de la prochaine présidentielle, le gouvernement choisit de s'attaquer aux conséquences de son refus de garantir un scrutin transparent, en snobant délibérément les causes", a écrit hier Gabonreview. Même son

de cloche pour Recap 241. "Les casses sont la conséquence du trucage des élections... Si vous ne voulez plus les casses, ne truquez plus les élections", affirme-t-il sur Facebook.

Bien que le gouvernement ait l'intention de lancer cette opération dans les prochains mois, le concept "Zéro casse en 2023" existe depuis bien longtemps et semble gagner du terrain. Des initiatives ont été

prises en place, depuis plusieurs semaines, sur les réseaux sociaux par des acteurs politiques ou de simples citoyens. Comme le mouvement "LE Gabon, Ma Patrie. 2023. Zéro casse, Zéro arrestation, Zéro mort". Il a obtenu récemment son "passport" d'entrée dans les PK, afin de sensibiliser les populations sur la nécessité d'une stabilité en période post-électorale, expliquait-il en octobre dernier.

## Humeurs

## PRODUITS ÉCLAIRCISANTS : EN GUERRE CONTRE LES PEAUX TACHETÉES

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

**L'**AGENCE du médicament du Gabon vient de déterrer la hache de guerre contre la filière "importation et vente des produits éclaircissants illicites". Elle a récemment lancé une campagne de répression, à Libreville, contre les commerces proposant ces produits et s'attaque du même coup aux fabricants. Avec cette campagne, vendeurs et industriels sont désormais qualifiés de malfaiteurs. Les internautes sont divisés sur la question. Pour la grande majorité, c'est de bonne guerre. "Il est question de protéger les

femmes surtout contre les cancers de la peau. Nul ne sait de quoi sont faits ces produits. Il s'agit souvent de mélanges de produits chimiques inconnus", estime Fabrice Ngouagni sur Facebook. "Les produits éclaircissants sont interdits au Gabon", a martelé Dr Antoine Mekontso, pharmacien à l'Agence du médicament, sur les antennes de Gabon Première. Lequel a ajouté qu'il existe un répertoire des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée sur le territoire national. "Or, sur le marché, la plupart des produits que nous avons trouvés dans cette phase répressive ne sont pas appropriés à la consommation. Ce sont des produits illicites que



Photo: DR

l'on peut identifier au simple coup d'œil", explique-t-il. Cependant, une frange des internautes estime que cette campagne, sous le beau prétexte de protéger les femmes contre les cancers, n'est qu'une opération savamment huilée afin que l'Agence du médicament contrôle, à 100 %, le juteux marché des produits

éclaircissants.

"Il y a des petits fabricants des produits éclaircissants qui respectent les normes internationales. C'est une confusion sagement entretenue que de penser que tout produit non vendu en pharmacie est de mauvaise qualité", assène Lambert Likuala.